

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 19/3 (1992)

DOI: 10.11588/fr.1992.3.57632

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Andreas WILKENS, *Der unstete Nachbar. Frankreich, die deutsche Ostpolitik und die Berliner Vier-Mächte-Verhandlungen 1969–1974*, München (R. Oldenbourg) 1990, 213 p. (Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, 60).

Ce livre procède d'une thèse de doctorat soutenue en 1989 près l'Institut Universitaire Européen de Florence et examine les réactions suscitées en France par l'*Ostpolitik* de la République fédérale d'Allemagne de 1969 à 1974. Cette période coïncide avec la présidence de Georges Pompidou en France et le règne du chancelier Willy Brandt en RFA et on sait qu'elle fut marquée par des initiatives majeures en vue de la normalisation des relations germano-orientales et l'établissement d'un *modus vivendi* avec la RDA. En outre, les Quatre réussirent à s'entendre sur les termes d'un accord qui réaffirmait les droits et responsabilités qu'ils exerçaient à Berlin tout en ouvrant aux autorités allemandes la possibilité de régler les problèmes pratiques qui se posaient d'une manière aiguë depuis l'érection du «mur» en août 1961. Enfin, le succès de l'*Ostpolitik* bilatérale menée par le gouvernement de petite coalition SPD/FDP était la condition sine qua non de la convocation d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et il est significatif que la préparation multilatérale de cette rencontre n'ait pu être entamée qu'après la ratification des traités de Moscou (août 1970) et de Varsovie (décembre 1970) et l'entrée en vigueur de l'accord quadripartite sur Berlin en juin 1972.

On conçoit que la France qui entretenait avec la RFA des relations particulières depuis la signature du traité de l'Elysée du 22 janvier 1963 et qui avait joué un rôle de pionnier dans la mise en œuvre d'une politique de «détente, entente et coopération» avec l'Est ait prêté une attention particulière aux développements de l'*Ostpolitik* et se soit interrogée sur sa finalité. S'agissait-il d'aménager le statu quo et d'améliorer le sort des Allemands de l'Est comme le proclamaient les dirigeants ouest-allemands ou l'objectif n'était-il pas plus ambitieux: poser les fondations d'un «ordre de paix en Europe» qui permettrait au peuple allemand de recouvrer son unité dans la liberté? Dans la mesure où l'Union soviétique détenait les clés de la réunification ne pouvait-on craindre que les aspirations nationales des Allemands ne soient plus fortes que l'attachement à la communauté occidentale et qu'en définitive triomphe un «national-neutralisme» qui mettrait en cause les acquis de la politique menée depuis la fin des années quarante par le chancelier Adenauer? Enfin, le précédent de l'accord de Rapallo inclinait certains Français à soupçonner l'Allemagne de vouloir renouer avec la politique de bascule entre l'Est et l'Ouest (*Schaukelpolitik*) dont les peuples européens n'avaient pas eu à se féliciter dans le passé. D'où une vigilance teintée de méfiance à l'égard d'une *Ostpolitik* qui se développait à un rythme accéléré et n'était pas dépourvue d'ambiguïtés, d'autant que les canaux d'information et de consultation prévus par le traité de l'Elysée n'ont pas toujours été utilisés d'une manière optimale.

L'intérêt principal de ce livre tient dans la reconstitution minutieuse du processus diplomatique qui a débouché sur la normalisation des relations de la RFA avec ses voisins de l'Est et dans l'analyse des mécanismes et des procédures de prise de décision, notamment au sein du camp occidental. Mais le propos de l'auteur est également de mesurer l'écart entre la perception que l'on avait en France de l'*Ostpolitik* et sa réalité pour autant qu'on puisse l'appréhender à travers les déclarations gouvernementales, les débats parlementaires et les témoignages des diplomates et des hommes politiques qui en ont été les artisans. En l'occurrence, Wilkens n'a pu faire œuvre d'historien, les archives étant closes, mais il a exploité systématiquement de nombreuses sources secondaires et a recueilli auprès d'une cinquantaine de personnalités des informations précieuses sur la conduite de l'*Ostpolitik* bilatérale avec l'URSS, la Pologne, la RDA et la Tchécoslovaquie ainsi que sur l'élaboration de l'accord quadripartite sur Berlin. Au terme de son enquête, l'auteur ne prétend pas avoir élucidé toutes les questions pendantes mais les conclusions auxquelles il aboutit contribuent à éclairer un chapitre controversé des relations franco-allemandes.

L'ouvrage se divise en six chapitres. Les trois premiers sont consacrés à un exposé de la

politique française vis-à-vis de l'Allemagne et des pays de l'Est sous les présidences du général de Gaulle et de Georges Pompidou. L'auteur souligne à juste titre l'originalité de l'approche gaullienne en la matière et reconnaît volontiers que le fondateur de la V<sup>e</sup> République fut le premier homme d'Etat occidental à proclamer que la solution du problème allemand était subordonnée au succès d'une politique de détente et de coopération tendant à surmonter la division du continent en sphères d'influence. Certes la politique de détente de la France ne fait pas toujours l'objet de jugements équitables et nous ne suivrons pas M. Wilkens lorsqu'il impute à notre pays une certaine complaisance à l'égard de l'URSS après l'intervention d'août 1968 en Tchécoslovaquie. En outre, il ne semble pas avoir compris le rapport opératoire entre le choix d'une politique de défense indépendante et le retrait du système militaire intégré, d'une part, et la mise en œuvre d'une politique tendant à favoriser le rapprochement entre les deux parties de l'Europe et l'émancipation des Etats satellites, d'autre part. En revanche, il rend bien compte des réserves qu'inspirait aux dirigeants de Bonn le style du Général et relève que la RFA ne pouvait pas suivre l'exemple français sans éveiller chez les alliés le soupçon d'une rupture de la solidarité occidentale.

Il n'en reste pas moins que la politique de détente du général de Gaulle a séduit des personnalités comme Willy Brandt et Egon Bahr et qu'ils s'en prévaudront pour réaliser leur dessein de politique étrangère. Simultanément, le président Georges Pompidou s'inquiétera de la montée en puissance de l'Allemagne et tentera de la contrebalancer par le biais de l'élargissement de la Communauté européenne. Mais les progrès de la construction politique de l'Europe n'étaient pas pour déplaire aux Allemands dans la mesure où leur participation à cette entreprise tendait à faire cautionner l'*Ostpolitik* par la communauté occidentale. Par ailleurs, comme la France poursuivait le dialogue avec l'URSS et participait activement à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, la RFA n'était pas isolée dans sa politique d'ouverture vers l'Est et les démarches de Bonn et de Paris paraissaient suivre la même inspiration. Certes des dissonances existaient en matière de désarmement – la RFA était favorable à la négociation de Vienne sur la réduction équilibrée des forces en Europe centrale (MBFR) alors que la France y voyait un leurre et la manifestation d'un dialogue de bloc à bloc – mais elles n'affecteront pas l'entente franco-allemande sur l'essentiel et l'*Ostpolitik* ne sera jamais une pomme de discorde entre Paris et Bonn en dépit de malentendus temporaires exagérément grossis par les médias et certains publicistes.

En définitive, le livre de Wilkens a des vertus décapantes car il établit sans conteste que la France n'a cessé d'appuyer l'*Ostpolitik* du gouvernement de coalition FDP/SPD et ne s'est pas prêtée aux manœuvres de l'opposition chrétienne-démocrate hostile à la ratification des traités de Moscou et de Varsovie. En outre, la France a été régulièrement informée des démarches de la diplomatie de Bonn et une concertation étroite s'est établie entre les Trois Occidentaux et le gouvernement fédéral pendant la négociation de l'accord quadripartite sur Berlin, à tel point qu'on a pu considérer la RFA comme un acteur à part entière. Enfin, la France a bien servi la cause de la liberté et de la sécurité des Berlinoises en affichant un légalisme intransigeant face aux tentations pragmatiques des Anglo-Saxons et en exigeant que les droits et les responsabilités des Quatre soient réaffirmés avant d'aborder le règlement des questions pratiques, notamment en ce qui concerne la libre circulation des personnes et des biens entre la RFA et l'ancienne capitale du Reich. Retrospectivement, on peut juger que l'action menée à cet effet par l'ambassadeur français, Jean Sauvagnagues, péchait par excès de juridisme. Mais l'auteur lui rend hommage pour sa fermeté et la constance de son propos puisqu'en dernière instance l'accord quadripartite sur Berlin a été la pierre de touche de la détente et une étape majeure sur la voie qui a conduit à l'unification allemande.

Jean KLEIN, Paris